

POLITIQUE

politique.union@sonapresse.com

Covid-19 : les suggestions de l'UPG

Christian KOUIGA
Libreville/Gabon

DEVANT l'ampleur du Covid-19, l'Union du peuple gabonais (UPG), dans un communiqué rendu public samedi écoulé par son président, Mathieu Mboumba Nziengui, a salué les différentes mesures initiées par les autorités du pays. Toutefois, cette formation politique d'opposition considère que certaines d'entre elles sont insuffisantes eu égard aux faiblesses structurelles de notre pays. Sur le plan sanitaire, le parti de feu Pierre Mamboundou estime que la mise en place de 60 centres de test sur l'ensemble du pays paraît dérisoire. Et au vu du nombre croissant des cas de contamination, l'UPG invite le gouvernement à mettre en place plus de structures sanitaires, pour anticiper sur un éventuel débordement. Au plan social, en matière d'eau, l'UPG pense que le gouverne-

«En ce qui concerne la création d'un fonds d'entraide sociale d'un montant de 5 milliards, nous estimons, à l'UPG, que cette initiative est pertinente dans un tel contexte de crise sanitaire. Mais ce montant est faible»



Mathieu Mboumba Nziengui, président de l'UPG.

ment doit mobiliser les services techniques de l'Armée pour un approvisionnement plus élargi par camions-citernes dans les quartiers en manque. Tout comme, il doit assurer la distribution des packs d'eau minérale aux nécessiteux. Et en matière de politique de logement, élaborer un fichier des propriétaires immobiliers qui sera déposé au service des impôts. «En ce qui concerne la création d'un fonds d'entraide sociale d'un montant de 5 milliards, nous estimons, à l'UPG, que cette initiative est pertinente dans un tel contexte de crise sanitaire. Mais ce montant est faible au regard de la masse des personnes susceptibles d'être placées en urgence alimentaire pendant le confinement total...», a déclaré

Mboumba Nziengui. Au plan économique, l'UPG salue les mesures d'accompagnement qui vont de l'aide aux entreprises, à la remise d'impôts à ces dernières, et à la défiscalisation des primes exceptionnelles octroyées aux employés durant cette période de confinement total. «Ces mesures sont opportunes pour sauvegarder notre tissu économique», a-t-il dit en substance. Non sans ajouter qu'il n'est pas question d'hypothéquer l'avenir des enfants scolarisés malgré le contexte actuel. A ce titre, l'UPG suggère que des programmes scolaires soient diffusés à longueur de journée sur nos chaînes de radios et de télévisions publiques ou privées.

L'Udere condamne l'incivisme des populations

Y.F.I.
Libreville/Gabon

LE confinement total du Grand Libreville décrété le 10 avril dernier, suscite des réactions de la classe politique. C'est le cas de l'Union démocratique et républicaine (Udere), un parti de la galaxie présidentielle. D'où la récente sortie de son leader, Victor Missanda. En réitérant son indéfectible soutien au chef de l'État, Ali Bongo Ondimba, et saluant les mesures inhérentes au confinement total du Grand Libreville, prises par le gouvernement, le président de l'Udere n'a pas manqué de condamner avec la dernière énergie la persistance de certains comportements inciviques. «L'Udere déplore avec frayeur que, malgré la multiplication des campagnes de sensibilisation sur la menace réelle du Covid-19 et l'accroissement vertigineux du nombre de cas enregistrés à travers le monde et l'expansion significative de ce virus dans notre pays, un certain nombre de Gabonais, peu conscients, ne s'invitent aucunement à la prudence et au respect des mesures de sécurité et d'hygiène prescrites par le gouvernement et les autorités nationales et internationales», s'est désolé l'orateur. Et de poursuivre : «Face à ce comportement blâmable et qualifié de suicidaire, l'Udere exhorte les populations gabonaises à une véritable prise de conscience collective, en prenant au sérieux la menace qui plane sur la santé et la vie de chacune et chacun d'entre nous».

En effet, durant le confinement partiel, plusieurs Gabonais ont violé allègrement les décisions des autorités. Pour l'Udere, la lutte contre le coronavirus doit demeurer la priorité de l'heure. «Nous devons tous lutter sans ménagement, contre cette pandémie si nous voulons éviter une tragédie à notre petit pays», estime-t-il. Pour joindre l'acte à la parole, Victor Missanda a distribué, durant le week-end pascal, des bavettes, des solutions hydroalcooliques et des savons aux populations d'Essassa, Nkoltang et Meyang, dans le 1er arrondissement de Ntoum.



Victor Missanda invitant les populations à respecter le confinement.

Tribune des partis politiques

Précipitation !

LA classe politique, quasiment dans son entièreté, salue les décisions gouvernementales prises pour barrer la route au nouveau coronavirus sur le territoire national. Cependant, la même classe politique s'indigne, à juste titre d'ailleurs, des tâtonnements enregistrés dans la mise en musique des décisions présidentielles inhérentes à cette lutte contre la Covid-19. Pour de nombreux leaders et autres présidents de partis, le gouvernement a clairement mis «la charrue avant les bœufs». Pire, certains d'entre eux assimilent ce retard à

l'allumage à une impréparation manifeste. Le Rassemblement pour la patrie et la modernité (RPM) d'Alexandre Barro Chambrier, dans un récent communiqué, a fustigé le détournement d'objectif, désormais observable. Pour cette formation politique, le dépistage massif semble être écarté au profit du confinement total du Grand Libreville, effectif depuis le week-end pascal. Dans la même foulée, le RPM ajoute que la mesure de gratuité des loyers ne tient pas compte des baux tacites contractés entre locataires et propriétaires, çà et là.

Pour sa part, avec son franc-parler légendaire, le président de l'Union pour une nouvelle République (UPNR), Me Louis-Gaston Mayila, estime que le confinement total du Grand Libreville ne constitue en rien la panacée. Bien au contraire, selon lui, cette mesure participe plus à isoler la capitale gabonaise plutôt qu'à limiter la propagation du virus. Surtout que le confinement partiel, jusque-là, était plus ou moins respecté, et ce, même à l'intérieur du pays. La tête de file du Parti social-démocrate

(PSD), Pierre-Claver Maganga Moussavou, quant à lui, est farouchement opposé à la mise en place d'un Fonds national de solidarité. Pour ce dernier, les deniers publics détournés par les personnes incarcérées dans le cadre de l'opération «Scorpion» doivent être affectés à la lutte contre le coronavirus. Autant de choses qui font dire au RPM que le gouvernement a confondu vitesse et précipitation.

Yannick Franz IGOHO